

L’Afrique du Sud et le Nigeria : du maintien de la paix à la recherche d’un positionnement stratégique sur le continent africain

Jean-Bernard Véron¹

Des engagements tous azimuts

Depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000, et après les fiascos antérieurs², l’Afrique³ joue un rôle croissant dans le règlement des conflits qui la déchirent. A ce titre, on voit se multiplier les participations africaines à des opérations de maintien de la paix, que ce soit dans leurs volets diplomatiques ou militaires.

Ce nouveau dynamisme africain est conforme à la doctrine des Nations Unies dans ce domaine qui fait l’objet du chapitre VIII de leur Charte et que le Secrétaire Général, Kofi Annan, a clairement rappelée en 1998. Ce rappel met explicitement l’accent sur le concept de subsidiarité⁴. En outre, ce passage de relais convenait aux nations extra-continentales, et en particulier aux Etats Unis, échaudées par l’expérience somalienne.

Deux pays occupent en la matière une position en flèche, le Nigeria et l’Afrique du Sud, mais avec des projets vraisemblablement différents et dans des champs géographiques d’extension inégale. Leur collaboration en Côte d’Ivoire aujourd’hui, en appui aux efforts des Nations Unies pour régler cette crise, peut donner le sentiment que les deux plus puissants pays d’Afrique sub-saharienne ont décidé d’unir leurs moyens pour guérir le continent de son instabilité.

Un examen plus attentif montre toutefois que cette alliance du moment peut achopper demain sur des ambitions qui s’affrontent, des divergences stratégiques et des capacités d’intervention qui ne sont pas les mêmes. Sous cet angle, leur engagement au titre du maintien de la paix fournit une grille de lecture intéressante tant du positionnement de ces deux pays que de leurs tentatives d’organisation géopolitique du continent. Pour mieux évaluer ces différences, il convient donc d’élargir quelque peu le champ de la réflexion car, notamment en ce qui concerne l’Afrique du Sud, son implication dans le maintien de la paix ne saurait se concevoir hors d’un projet, plus vaste et aux dimensions multiples, de *leadership* continental.

Le Nigeria : une puissance régionale

L’effacement progressif de la France, entamé avec la dévaluation du franc CFA en 1994 et qui se poursuit depuis en dépit de louvoiements entre interventionnisme et repli, a laissé

¹ Conseiller à la Direction de la Stratégie, Agence Française de Développement.

² Notamment au Tchad, en République Centrafricaine et en Somalie.

³ Par Afrique ou continent africain, on entendra dans cet article la seule Afrique sub-saharienne.

⁴ « Dans le cadre de la mission première des Nations Unies, qui est d’assurer la paix et la sécurité internationale, il est nécessaire et souhaitable de soutenir les initiatives prises aux niveaux régional et sous-régional en Afrique. C’est nécessaire parce que l’Organisation n’a ni les moyens ni les compétences requises pour régler tous les problèmes pouvant surgir sur ce continent. C’est souhaitable parce que la communauté internationale doit essayer, chaque fois que possible, d’accompagner les efforts faits par l’Afrique pour résoudre ses problèmes, plutôt que de se substituer à elle. » (*Les causes des conflits et la promotion d’une paix et d’un développement durables en Afrique*, Nations Unies avril 1998).

l'Afrique de l'Ouest sans tuteur. Jamais vraiment remise de la période des ajustements structurels des années 1980 et incapable de se construire un nouvel équilibre politique après la mort du Président Houphouët Boigny, la Côte d'Ivoire dut rapidement rabattre ses prétentions à l'hégémonie, y compris dans le champ plus restreint des autres pays francophones de la région. Seul donc restait en lice le Nigeria pour jouer un rôle stabilisateur.

Les conflits au Liberia, puis en Sierra Leone, lui fournirent l'opportunité de peser à une échelle autre que celle de son voisinage immédiat (Bénin, Niger et, à un moindre degré, Tchad et Cameroun) et de se poser en champion du rétablissement de la paix.

Cette projection de puissance hors des frontières nationales trouva son ancrage régional dans la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest⁵) dont le siège est à Abuja, capitale du Nigeria, et son bras armé dans l'ECOMOG⁶ qui en est la force d'intervention. C'est sous ce parapluie régional, et donc en application de la doctrine de subsidiarité promue par les Nations Unies, que le Nigeria mena des opérations de contrôle, voire d'imposition, du cessez le feu au Liberia et en Sierra Leone. Ces opérations s'appuyaient sur des corps expéditionnaires associant plusieurs pays africains, mais où les contingents nigériens étaient, et de fort loin, les plus nombreux. Même si leur intervention sur le terrain ne rencontra pas toujours le succès escompté, et même si le comportement des troupes fut loin d'être toujours exemplaire, ces corps expéditionnaires non seulement furent un argument de poids pour soutenir les efforts de négociation en vue de trouver des solutions politiques mais ils interdirent également que les solutions en question fussent contraires aux intérêts du Nigeria.

Outre ces expéditions armées, le Nigeria a multiplié les réunions de médiation et de facilitation pour aider à résoudre d'autres crises frappant le continent, telles que celles du Soudan, de la République Démocratique du Congo (RDC), du Zimbabwe, du Togo et aujourd'hui de la Côte d'Ivoire. De ce point de vue, l'asile accordé à Charles Taylor, l'ancien homme fort du Liberia, a incontestablement contribué à parachever l'architecture d'une sortie de crise au Liberia. Sans minimiser la portée de ces réunions, il faut néanmoins souligner qu'il ne s'agit là que d'actions diplomatiques dans lesquelles le Nigeria est un acteur parmi d'autres, et pas nécessairement celui qui pèse du plus grand poids. Elles ont néanmoins le mérite, du point de vue de ce pays, de montrer qu'il sait utiliser d'autres outils que la force armée pour œuvrer à la stabilisation du continent.

En résumé, il est clair que le Nigeria se comporte de plus en plus comme le « patron », sinon le gendarme, de l'Afrique de l'Ouest. Sans doute ne faut-il pas y voir aujourd'hui l'affirmation d'un dessein stratégique particulier, non plus que la poursuite d'objectifs économiques forts, mais un assez banal et inévitable débordement de puissance sur un environnement régional constitué de petits pays faibles ou fragiles. Quoiqu'en pensent en effet ces derniers et malgré une certaine irritation parfois devant les manifestations de ce débordement, aucun de autres pays de la région ne fait le poids et ne saurait donc disputer ces prétentions hégémoniques au Nigeria. Cela étant, on ne peut exclure que la montée en puissance de l'Afrique du Sud sur le continent déclenche, en quelque sorte par réaction, une vocation africaine plus affirmée de la part du Nigeria. De ce point de vue, leur affrontement sur l'éventuelle attribution à l'Afrique d'un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies est peut être prémonitoire.

⁵ ECOWAS (*Economic Community of West African States*) en anglais.

⁶ Ecowas Monitoring Group.

L'Afrique du Sud, elle, a franchi le pas et ne cache pas son ambition de jouer un rôle au minimum à l'échelle du continent. Son implication sur la question du maintien de la paix et de la stabilité est une des dimensions de cette ambition qui répond à une fonction d'objectifs autrement plus ambitieuse que celle du Nigeria.

L'Afrique du Sud : une puissance africaine

L'Afrique du Sud est partie plus tard dans la course au maintien de la paix. Il lui fallait en effet commencer par bâtir un nouveau système politique stabilisé après la chute du régime de l'*apartheid* et reconstruire ces deux outils de projection que sont la diplomatie et les forces armées. Elle devait également prendre un peu de distance avec ses propres problèmes intérieurs, à la résolution desquels contribue d'ailleurs l'image fortement mise en scène de ses nouvelles ambitions africaines.

Ces préalables ayant été déblayés, elle se pose désormais en artisan de la paix, mais à l'échelle du continent tout entier, et ce dans le cadre d'une stratégie de présence extérieure particulièrement sophistiquée qui, à la différence du Nigeria, autorise vraisemblablement à parler de dessein.

La première composante de cette stratégie, d'ordre exclusivement diplomatique, est l'action de l'Afrique du sud pour structurer différemment le continent. Elle est ainsi un des Etats à l'origine de la création de l'Union Africaine⁷, née sur les cendres de l'OUA⁸, qui marque un tournant majeur dans les relations entre pays africains. En effet, cette logique fondatrice de l'OUA qu'était la non-ingérence dans les affaires des « pays frères » a volé en éclats. L'acte constitutif de l'Union Africaine prévoit des mécanismes d'intervention, y compris militaires, et le Conseil de paix et de sécurité est désormais mandaté pour agir en cas de violation des principes fondateurs par un des Etats membres.

Toujours dans l'ordre diplomatique, l'Afrique du Sud est un des promoteurs du NEPAD⁹ qui vise donner de nouveaux fondements à l'aide au développement que l'Afrique demande aux pays développés¹⁰. Le piquant de l'affaire est que l'Afrique du Sud, du fait de sa richesse relative, n'est pas un récipiendaire prioritaire de l'aide en question. En revanche, forte de ses ambitions régionales, de la puissance de son économie et de l'efficacité de son appareil d'Etat, elle a fait inscrire dans ce partenariat d'une part la nécessité de considérer la région et non plus le pays comme espace principal de développement, d'autre part un échange de bons procédés entre bonne gouvernance des pays aidés et aide des pays aidants et, enfin, le rôle moteur du secteur privé. Ainsi, les principes directeurs du NEPAD sont pour une bonne part décalqués des points forts de l'Afrique du Sud.

La seconde composante de cette stratégie est la pratique d'une intense diplomatie de la médiation, dès la présidence de Nelson Mandela qui, usant de la stature morale qui était la sienne, conduisit lui-même de nombreuses missions de conciliation. Sous sa présidence en effet, le pays refusait d'utiliser l'option militaire et privilégiait la promotion de négociations de paix. Cette restriction volontaire ne dura pas et disparut lors de l'intervention des forces

⁷ Notons également que Thabo Mbeki fut le premier président de l'Union Africaine.

⁸ Organisation de l'Unité Africaine, dont le siège est à Addis Abeba.

⁹ *New Partnership for Africa's Development*.

¹⁰ Le NEPAD résulte de la fusion du *Millenium Partnership for Africa Recovery Program*, porté par l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Algérie et du plan Omega promu par le Sénégal et soutenu par la France qui visait à réintroduire l'Afrique francophone dans le circuit.

armées sud africaines au Lesotho en 1998. Même si cette action fut fortement controversée, elle permit de rompre avec un tabou qui voulait que l’Afrique du Sud n’interviendrait pas militairement dans les affaires d’autres pays africains¹¹.

L’emploi, si nécessaire, de l’option militaire permet de muscler l’action strictement diplomatique et, de ce fait, constitue la troisième composante de la stratégie sud-africaine vis à vis du continent. La restructuration de la *South African National Defense Force*¹², largement débarrassée des séquelles de l’*apartheid*, d’un format plus réduit mais restée très professionnelle et dotée d’une nouvelle stratégie qui, en l’absence de menaces contre le territoire, privilégie la projection hors des frontières nationales a permis de construire un outil qui désormais donne plus de poids aux opérations extérieures du pays. Il est ainsi utilisé en République Démocratique du Congo, dans le cadre de la MONUC¹³, ainsi qu’au Burundi, dans l’un et l’autre cas sous parapluie des Nations Unies. L’armée est également mise à contribution pour des opérations humanitaires, en particulier lors des inondations au Mozambique, ce qui contribue à l’amélioration de son image.

Ainsi et avec la réorganisation en parallèle du ministère des Affaires Etrangères, que complète la création d’une structure paritaire entre militaires et diplomates¹⁴, l’Afrique du Sud dispose aujourd’hui d’une palette diversifiée de moyens d’intervention pour participer au maintien de la paix sur le continent africain. La flexibilité qui en résulte contribue indubitablement à accroître la crédibilité de ses actions et, par voie de conséquence, lui permet de revendiquer une position de pays *leader*, soit dans le cadre d’opérations conduites sous parapluie régional, soit au titre d’interventions directement pilotées par les Nations Unies. De ce point de vue, l’implication de l’Afrique du Sud en République Démocratique du Congo est emblématique des nouvelles responsabilités qu’elle réclame, et qu’on lui reconnaît. Elle a été en effet particulièrement active dans la recherche d’une solution politique interne à la crise congolaise. Dans un premier temps et sous son égide le dialogue entre les factions congolaises, qui s’est tenu à Sun City de février à avril 2002, a abouti à la signature d’un accord de partage du pouvoir, qui ouvrit la voie à la préparation du processus électoral subséquent. Ce premier accord fut suivi, en juillet de la même année, par celui dit de Pretoria qui prévoit le retrait du territoire congolais des troupes rwandaises et ougandaises ainsi que le démantèlement des milices *Interahamwe*¹⁵.

Une autre conséquence de cette assurance nouvelle est que l’Afrique du sud ne se limite plus désormais à son environnement géographique immédiat, mais est active sur des crises plus lointaines (Côte d’Ivoire, Comores, Sahara Occidental, Soudan, Ethiopie/Erythrée, Sierra Leone, Liberia). Cette extension de son champ d’intervention la met d’ailleurs au contact avec d’autres pays aspirant à jouer un rôle de médiateur, tel que le Gabon, le Nigeria et la Lybie.

¹¹ Il s’agissait en effet de faire oublier la multiplicité de ses interventions militaires à l’époque de l’*apartheid* (Rhodésie du Sud du temps de Ian Smith, Mozambique et Angola au lendemain de leur indépendance).

¹² Forces armées sud africaines, qui regroupent et coordonnent l’ensemble des moyens militaires terrestres, aériens et maritimes du pays.

¹³ Mission d’Observation des Nations Unies au Congo.

¹⁴ Dans un cadre interministériel, l’*International Relations, Peace and Security Committee*, qui n’est pas sans rappeler les *Pools* britanniques. Conjuguant et coordonnant les moyens de la Défense, du *Foreign Office* et du DFID (*Department for International Development*), le dispositif britannique passe pour l’un des plus efficaces en matière de gestion des conflits. Il est intéressant de noter que, dans le cas sud-africain, ce comité regroupe également les ministères du Commerce et de l’Industrie, ce qui en dit long sur la dimension économique de la diplomatie du pays.

¹⁵ On regroupe sous ce vocable ceux des Hutu rwandais qui se sont réfugiés en RDC après la victoire de Paul Kagame et qui ont poursuivi la lutte contre le nouveau régime.

Ces contacts peuvent être une source de concurrence, comme avec la Lybie sur la crise du Darfour ou, à tout le moins, de divergence sur le degré de pression à exercer sur les parties belligérantes ainsi qu'on le voit en Côte d'Ivoire où le Nigeria est plus intrusif.

On ne comprendrait toutefois pas complètement les fondements de la stratégie de l'Afrique du Sud vis-à-vis du continent africain si on en omettait la dimension économique. Cette dimension, bien que non directement liée aux opérations de maintien de la paix, est cruciale et constitue la quatrième composante de la stratégie en question. De ce point de vue, la situation de l'Afrique du Sud est fort contrastée. D'un côté, et de loin, l'économie sud-africaine est la plus moderne, la plus diversifiée et la plus performante du continent. Elle le doit notamment à la longue période d'*apartheid* pendant laquelle le pays fut confronté à des embargos *de jure* ou *de facto* qui l'obligèrent à se doter de capacités industrielles, y compris dans des domaines de pointe¹⁶. Elle est donc par certains côtés et à l'aune des autres économies africaines une économie de pays développé. Elle dispose en outre, notamment dans les secteurs des mines, de l'électricité, des télécommunications et des services financiers, de sociétés riches, puissantes, raisonnablement compétitives et de standing international.

Mais, d'un autre côté, l'économie sud-africaine est, globalement, moins performante que celles des pays développés ou d'autres pays émergents, en particulier asiatiques. Ce dont il découle que, hors du marché intérieur, ses débouchés naturels à l'exportation se situent dans les autres pays africains où, du fait de la proximité géographique et de leur retard de développement, elle bénéficie souvent de réels avantages de compétitivité. On assiste ainsi à une forte expansion non seulement du commerce extérieur mais également des investissements de l'Afrique du sud vers les autres pays du continent. Cette expansion est même vitale en ce sens que c'est grâce aux transactions avec ces autres pays que l'Afrique du Sud parvient à équilibrer sa balance commerciale. Au bout du compte, les motivations économiques militent également pour que l'Afrique du Sud s'investisse dans la stabilisation du continent et la résolution des conflits, sans lesquelles ses intérêts commerciaux et financiers auraient peine à s'y déployer.

La cinquième composante de la stratégie sud-africaine de présence sur le continent, notamment par le biais de son rôle dans le maintien de la paix, est d'ordre politique ou, plus exactement, politico-idéologique. Elle consiste à produire un discours de ré-africanisation dont l'objectif est double. D'une part et sur le plan intérieur, il participe à la réconciliation nationale ainsi qu'à la construction d'une autre Afrique du Sud, la « nation arc-en-ciel¹⁷ », débarrassée des oripeaux de l'*apartheid* et revivifiant son passé anté-européen¹⁸. D'autre part et vis-à-vis de l'extérieur, il vise à re-légitimer le pays, longtemps traité en Etat paria sur le continent africain du fait de son régime raciste¹⁹. En redorant l'image de l'Afrique du Sud, ce discours contribue, entre autres, à justifier ses interventions extérieures. Plus précisément, il existe une relation bijective entre ces interventions et le discours en question, puisque d'une

¹⁶ C'est ainsi que l'Afrique du Sud se dota d'une capacité nucléaire et reste, par exemple, le seul pays du continent à même de fabriquer des avions de combat modernes.

¹⁷ En anglais *rainbow nation*.

¹⁸ Il est également vraisemblable que ce discours africaniste permet au Président Mbeki, qui n'a pas la légitimité historique et morale de Nelson Mandela, de renforcer sa position tant à l'intérieur de l'ANC (*African National Congress*, qui est le parti majoritaire, au pouvoir depuis l'indépendance) que vis-à-vis des autres héritiers du nationalisme noir, donc de priver de leur fonds de commerce idéologique le *Pan African Congress* et l' *Azanian People Organisation* qui disputent le vote noir à l'ANC.

¹⁹ Encore que certains pays africains, tels que le Zaïre, la Côte d'Ivoire ou le Malawi, adoptèrent une position ambiguë mariant non-reconnaissance diplomatique et poursuite des échanges commerciaux.

part le discours légitime les interventions et que, d'autre part, ces dernières donnent une traduction concrète au discours.

S'agissant du contenu, ce discours est complexe. Il mêle en effet thèmes africanistes et nationalistes, panafricanisme, appel à la modernisation du continent, promotion de la paix et de la stabilité et appui à la démocratie ainsi qu'aux droits de l'homme. Cette complexité lui permet de servir plusieurs publics qui vont des populations africaines, y compris en Afrique du Sud elle-même, aux instances des Nations Unies en passant par les milieux économiques, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur.

En conclusion et pour résumer en une formule nécessairement simplificatrice, l'Afrique du Sud se fait le champion de la renaissance de l'Afrique et de son retour sur la scène mondiale, mais sous son *leadership* et principalement au profit de ses propres intérêts nationaux.

De la complicité d'aujourd'hui à la rivalité de demain ?

Nombreux sont aujourd'hui les sujets de coopération entre les deux pays. C'est ainsi que la création, tant de l'UA que du NEPAD, est pour une large part le résultat de l'action conjointe et coordonnée de l'Afrique du Sud et du Nigeria qui ont réussi à vaincre les réticences nationalistes des autres pays africains tenants de l'ordre ancien. Toujours dans le domaine diplomatique, il est arrivé à Olusegun Obasanjo de prendre la main sur le délicat dossier du Zimbabwe et, ainsi, d'éviter à Thabo Mbeki de s'impliquer en première ligne. Réciproquement, l'Afrique du Sud a soutenu le Nigeria dans la difficile médiation engagée au Liberia pour obtenir le départ de Charles Taylor du pouvoir. Enfin, plus récemment, les deux présidents se sont à plusieurs reprises l'un et l'autre personnellement impliqués dans la recherche d'une solution politique à la crise ivoirienne. Cette synergie entre les deux pays a été vraisemblablement facilitée par l'étroitesse des liens personnels tissés entre les deux présidents depuis les années 1970 et, en particulier, à l'époque où l'un dirigeait le Nigeria tandis que l'autre y représentait l'ANC.

Dans le domaine économique les échanges se sont fortement développés, l'Afrique du Sud important du pétrole du Nigeria et lui vendant une large gamme de produits manufacturés au point que les exportations sud-africaines à destination du Nigeria ont été décuplées depuis la fin des années 1990²⁰. Il en est de même en ce qui concerne les investissements avec l'arrivée en force de sociétés sud-africaines, notamment dans les secteurs portuaire et aéroportuaire.

On trouvera même des similitudes dans l'attitude parfois réservée, voire franchement hostile, que rencontrent tant l'Afrique du Sud que le Nigeria dans les relations avec leur voisinage. Certains pays en effet s'agacent de ce qu'ils tiennent pour des débordements de puissance ou des manifestations hégémoniques. C'est tout particulièrement le cas en Afrique australe de la part du Zimbabwe et de l'Angola, qui nourrissaient également des ambitions de *leadership* régional mais que l'Afrique du Sud a contrées sans hésiter.

En dépit de ce qui rapproche aujourd'hui les deux pays (et leurs deux présidents) il est cependant probable que cette entente, en particulier dans le domaine du maintien de la paix, soit appelée à se fragiliser. La raison première de la rivalité de demain tient à des positionnements différents. Si en effet, à l'imitation du Nigeria qui se conçoit comme une

²⁰ Ce qui n'est d'ailleurs pas sans poser un problème car les échanges commerciaux sont fortement déséquilibrés aux dépens du Nigeria.

puissance régionale en Afrique de l'ouest, l'Afrique du Sud se cantonnait à la seule partie australe et orientale du continent, les deux géants n'auraient guère de point de friction. Mais tel n'est pas le cas puisque l'Afrique du Sud ambitionne clairement un rôle embrassant la totalité du continent, ce qui la mettra inévitablement en rivalité avec le Nigeria, à tout le moins en Afrique de l'Ouest. Bien plus, l'Afrique du Sud se fait (ou voudrait se faire) le porte parole de l'Afrique vis-à-vis du reste du monde et l'intermédiaire privilégié entre le continent et les pays développés.

Dans cette confrontation potentielle chacun des deux pays dispose d'atouts, mais dans des champs différents. Ainsi, le Nigeria met en avant le nombre²¹, qui en fait le pays africain le plus peuplé. Il possède également, grâce à ses ressources en hydrocarbures et plus particulièrement dans la période actuelle de cours mondiaux élevés, un trésor de guerre conséquent qui lui permet de disposer des moyens financiers de ses ambitions. Il a noué une relation politique forte avec les Etats-Unis, lesquels cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement en pétrole pour être moins dépendants du Moyen Orient. Enfin, le retour des civils au pouvoir, avec le président Obasanjo et une certaine volonté de remettre de l'ordre dans la gestion du pays, ont amélioré l'image extérieure du pays par rapport à la période antérieure des régimes militaires. Toujours dans le domaine de l'image, le Nigeria peut se prévaloir d'être une véritable nation « noire »²², à la différence de l'Afrique du Sud aux racines plus ambiguës du fait de sa diversité raciale et de son histoire.

Au nombre l'Afrique du Sud oppose la richesse puisque son produit intérieur brut est presque trois fois plus élevé que celui du Nigeria²³, ce qui permet de classer le premier pays parmi les nations émergentes (avec un revenu par tête supérieur à 4000 USD) alors que le second reste fermement ancré dans le monde sous développé (600 USD par tête). Au-delà des chiffres, l'important est ce qui est derrière. Cet arrière plan permet d'opposer d'une part un pays qui dispose d'une économie industrielle diversifiée, et parfois sophistiquée, d'un bon niveau technologique et d'un appareil d'Etat très largement fonctionnel et, d'autre part, un pays qui, sans les hydrocarbures, ne serait vraisemblablement qu'une nation pauvre à la gouvernance chaotique comme il en existe tant et dont, précisément, la possession d'hydrocarbures ne facilite pas l'amélioration de la gouvernance²⁴ ..

S'agissant des relations avec le monde extra-africain, l'Afrique du Sud bénéficie tout à la fois de son adhésion pleine et entière aux idéaux des Nations Unies et de sa position de tête de pont du monde développé, en particulier européen, sur le continent africain. En revanche, ses relations avec les Etats-Unis sont parfois tendues comme lorsque, pour des raisons de projection d'image, elle donna asile à l'ancien président de Haïti, Aristide.

Tout cela étant posé, la place que se bâtiront dans la durée le Nigeria et l'Afrique du Sud sur le reste du continent et le rôle auquel ils pourront prétendre pour contribuer à sa stabilisation, seront fonction de leur propre stabilité intérieure. Or ils présentent l'un et l'autre des éléments de fragilité qui peuvent demain les ravalier du statut de pays pacificateur à celui de pays à pacifier. Ainsi le Nigeria est gros de multiples facteurs potentiels de conflit qui vont du risque

²¹ Soit 129 millions d'habitants (estimation 2005), contre 44 pour l'Afrique du Sud.

²² Pour reprendre en substance la déclaration du Ministre nigérian des Affaires Etrangères lors du sommet de l'UA qui s'est tenu à Abuja en janvier 2005.

²³ Soit, en estimation 2005, 191 milliards USD pour l'Afrique du Sud et 78 milliards pour le Nigeria. Compte tenu du haut niveau des prix intérieurs dans ce dernier pays, en raison du phénomène de *dutch disease* que connaît toute économie pétrolière sous développée, l'écart en parité de pouvoir d'achat est encore plus important : respectivement 527 et 132 milliards USD.

²⁴ Voir le dossier « Afrique et pétrole » dans le numéro 216 de la revue *Afrique contemporaine*...

de nouveaux coups d'Etat militaires aux affrontements, y compris violents, pour le partage des recettes pétrolières, et des conflits inter-communautaires à la poussée d'un islamisme politique. Quant à l'Afrique du Sud, d'une part elle est confrontée à de très fortes inégalités socio-économiques, selon des clivages à base raciale malgré le développement d'une bourgeoisie noire et, d'autre part, peut être contrainte, pour réduire ces tensions, à prendre des mesures qui saperaient les fondements de son économie.